PAQUET ÉNERGIE-CLIMAT 2030 DE L'UNION EUROPÉENNE

Permet-il de garantir la sécurité alimentaire et énergétique dans le monde ?

Le typhon Haiyan a causé des dommages considérables dans les plantations de cocotiers aux Philippines, mettant en péril les moyens de subsistance de plus d'un million de familles d'exploitants agricoles. Photo : Eleanor Farmer/Oxfam (2014)

L'instabilité politique entre la Russie et l'Ukraine, ainsi que la vulnérabilité climatique des principaux exportateurs de produits alimentaires vers l'Europe menacent l'Union européenne d'une crise alimentaire et énergétique. Des décisions importantes sont prises actuellement au sujet de l'avenir énergétique de l'Europe. L'UE négocie en effet un nouvel ensemble d'objectifs en matière climatique et énergétique pour 2030. Pour garantir la sécurité énergétique, et faire en sorte que l'énergie soit abordable et que la sécurité alimentaire résistante au changement climatique, l'UE n'a d'autre solution que d'accroître de toute urgence ses mesures climatiques et d'apprendre à se passer des énergies fossiles plutôt que d'emprunter une voie sans issue qui consisterait à recourir encore plus à l'extraction du charbon et à la fracturation hydraulique. L'UE doit parvenir à des objectifs d'économies d'énergies et d'incitation à l'utilisation d'énergies durables et renouvelables en vue de réduire d'au moins 55 % les émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2030. Seule une telle politique pourra garantir une énergie abordable en Europe et lutter contre le changement climatique, dont les effets dévastateurs risquent fort de toucher les plus pauvres et d'impacter la lutte contre l'insécurité alimentaire.

CULTIVONS LA TERRE. LA VIE. LE MONDE. OXFAM

RÉSUMÉ

Le changement climatique aggrave la pauvreté et la faim dans le monde. Des scientifiques ont annoncé cette année que la planète se réchauffait plus rapidement que ce que l'on pensait jusqu'alors[1]. Les conséquences de ce réchauffement sont visibles dans les pays développés comme dans les pays en développement, notamment au niveau des aliments que nous consommons tous[2]. Les agriculteurs, des pays riches comme des pays pauvres, font observer que les changements climatiques ont des effets dévastateurs sur leurs cultures. Les exploitants se trouvant dans les pays les plus pauvres sont les plus durement touchés. La hausse des prix des produits alimentaires, qui s'explique par un climat toujours plus changeant, menace de réduire à néant des décennies de progrès obtenus dans la lutte contre la faim[3]. L'UE ne sera pas épargnée. Étant donné que l'Europe est le plus grand importateur de produits alimentaires au monde, et dépend des exportations de régions particulièrement vulnérables aux changements climatiques, les consommateurs et les entreprises agroalimentaires d'Europe feront de plus en plus face à la hausse et la volatilité des prix des aliments.

Cette année, l'Union européenne va adopter son cadre de politiques relatives au climat et à l'énergie pour 2030, un ensemble d'engagements visant à lutter contre le changement climatique. Les décisions prises dans les prochains mois par les dirigeants des 28 gouvernements de l'UE vont déterminer leur niveau d'engagement pour contenir les effets du dérèglement climatique et les choix énergétiques pour les 15 prochaines années. Ce paquet est important non seulement pour l'Europe, mais aussi pour le monde entier, car la position de l'UE dans les négociations relatives à un accord mondial sur le climat en dépendra.

Ces décisions lourdes de conséquences sont prises dans un contexte d'incertitudes liées à la crise ukrainienne actuelle. Les gouvernements sont contraints de réévaluer leur mix énergétique en raison de la menace qui pèse sur l'approvisionnement énergétique de l'Europe du fait des tensions géopolitiques à l'Est. Les dirigeants doivent saisir cette occasion pour emprunter une voie en harmonie avec le climat, pour un futur énergétique propre et sûr pour tous, en réduisant la demande énergétique et en devenant moins dépendant des importations de combustibles fossiles, toujours plus coûteuses et incertaines, pour se tourner vers des énergies locales, renouvelables et propres. Les dirigeants doivent résister à la tentation de céder à la facilité en ignorant les réalités climatiques et simplement trouver de nouveaux fournisseurs d'énergie ou à exploiter de nouvelles énergies fossiles non durables en Europe.

Sans de telles actions ambitieuses en faveur du climat, l'Europe risque de se retrouver prise en tenaille entre la hausse des factures des importations énergétiques et la volatilité toujours plus forte des prix des produits alimentaires importés. 50 millions d'Européens qui n'ont pas les moyens de chauffer leur logement correctement[4], ainsi que ceux qui rencontrent des difficultés pour subvenir à leurs besoins alimentaires, dont la moitié des ménages à faibles revenus dans les nouveaux États membres[5], seraient impactés. Dans de nombreux pays européens, les personnes ayant des revenus faibles doivent de plus en plus souvent faire un choix entre se chauffer et se nourrir[6]. Toutefois, les conséquences sont bien pires pour les petits exploitants agricoles et les personnes vulnérables dans les pays en développement.

La Conférence des Nations unies sur les changements climatiques de 2015 à Paris peut représenter un tournant critique concernant l'action mondiale relative aux changements climatiques. Des objectifs ambitieux de l'UE favoriseront l'acceptation d'engagements plus forts dans le reste du monde, où ces engagements font cruellement défaut, afin d'éviter que le changement climatique ne ravage les vies des populations les plus pauvres et n'augmente le nombre de personnes souffrant de la faim.

Oxfam demande à l'UE de s'engager en faveur des objectifs contraignants au niveau national suivants :

- **réaliser 40 % d'économies d'énergie ;**
- **encourager l'utilisation d'énergies durables et renouvelables à hauteur de 45 % ;**
- **réduire d'au moins 55 % les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030.**

Encadré 1 : le changement climatique et ses effets sur la sécurité alimentaire mondiale

La hausse progressive des températures et la modification des schémas de précipitations nuisent aux cultures et à l'élevage, et entraînent des baisses de la productivité et des hausses des prix alimentaires. Les événements météorologiques toujours plus extrêmes, comme les inondations et les sécheresses, peuvent anéantir des récoltes et des troupeaux entiers, et donner lieu à des augmentations spectaculaires des prix des denrées alimentaires, empêchant des millions de personnes en situation de pauvreté de se nourrir. Le cinquième Rapport d'évaluation phare du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) montre que les effets des changements climatiques sur la sécurité alimentaire mondiale sont plus graves que ce que l'on pensait jusqu'alors et que ces effets se concrétisent plus rapidement que prévu :

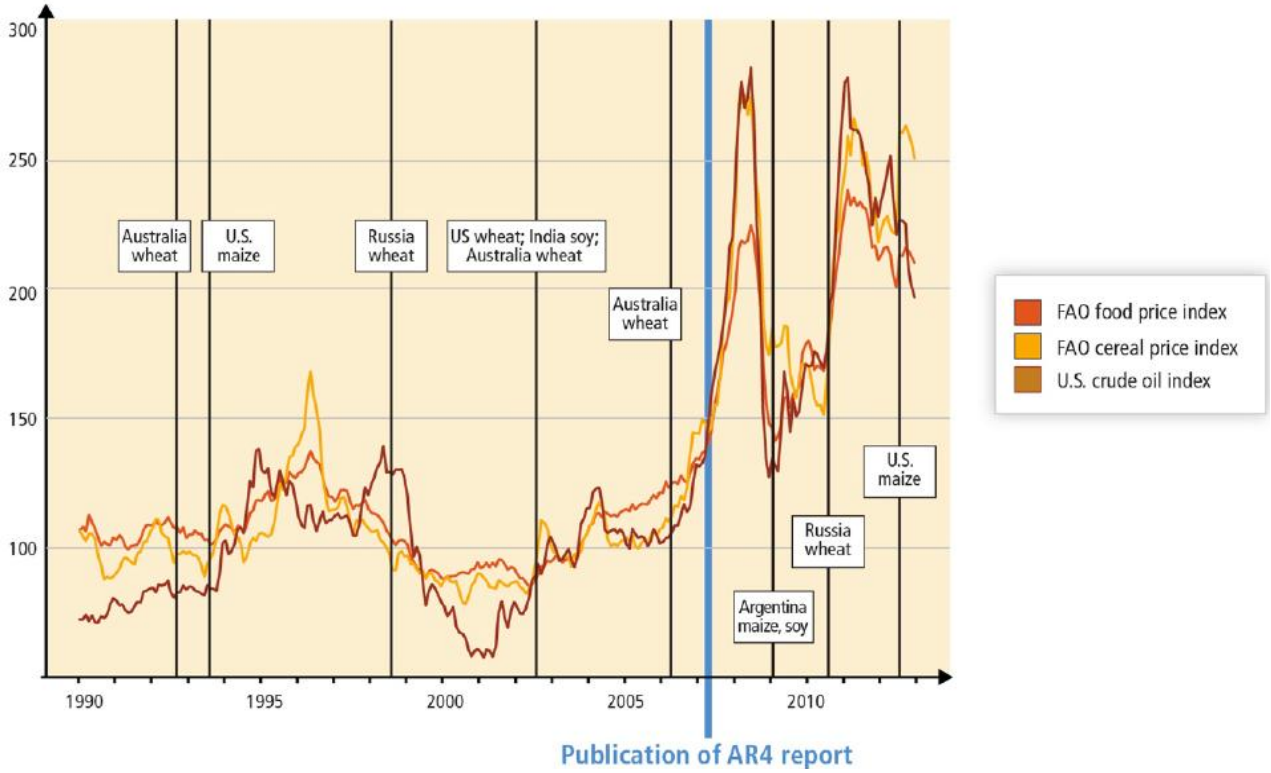
1. **Le changement climatique a déjà des répercussions sur les rendements mondiaux des cultures.** Le GIEC affirme que les changements climatiques ont déjà causé des baisses significatives des rendements, pas uniquement dans certaines régions de pays en développement, mais au niveau mondial. Les accroissements enregistrés dans certaines régions n'ont pas compensé les pertes constatées ailleurs. Les rendements mondiaux des cultures de base comme le blé et le maïs ont été jusqu'à 2 % moins élevés par décennie depuis les années 1960, sous l'effet du changement climatique.
2. **Selon les prévisions des effets à venir, les rendements auront du mal à suivre aussi rapidement l'augmentation de la demande.** Il y a tout lieu de penser que les rendements mondiaux des principales cultures de base (maïs, blé et riz) connaîtront une baisse pouvant aller jusqu'à 2 % par décennie aux alentours de 2030. Cela freinera grandement la croissance du rendement nécessaire pour répondre à la demande alimentaire, qui devrait augmenter de 14 % par décennie au cours de la même période.
3. **Le changement climatique a déjà contribué à des flambées des prix alimentaires et va susciter des hausses des prix à long terme.** D'après le GIEC, des hausses des prix des denrées alimentaires sur le long terme allant jusqu'à 84 % vont se produire d'ici 2050. Le GIEC a mis en évidence l'incidence des événements météorologiques extrêmes sur les flambées des prix alimentaires ces dernières années (voir le graphique 1) :

- En **Argentine en 2009,** lorsque la pire sécheresse que le pays ait connue depuis 50 ans a touché les exploitations agricoles de blé, de maïs, de soja et les élevages de bétail. L'indice des prix des produits alimentaires de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a augmenté de 28 %.

- En **Russie, en 2010,** lorsqu'une vague de chaleur et les incendies qui en ont découlé ont réduit considérablement la production de blé et que le gouvernement a interdit les exportations. L'indice des prix des produits alimentaires de la FAO a augmenté de 38 %.
- Dans la région du **Midwest américain, en 2012,** lorsque la pire sécheresse et les températures les plus élevées depuis des dizaines d'années ont fait grimper les cours mondiaux du maïs de 40 %. L'indice des prix des produits alimentaires de la FAO a augmenté de 9 %.

4. **Le changement climatique risque de freiner la lutte contre la faim.** Selon des études citées par le GIEC, 50 millions de personnes supplémentaires, soit l'équivalent de la population de l'Espagne, pourraient commencer à souffrir de la faim en 2050 en raison du changement climatique. Le nombre d'enfants de moins de cinq ans souffrant de malnutrition pourrait augmenter de 25 millions, ce qui correspond à peu près au nombre d'enfants de moins de cinq ans vivant dans l'UE.

Graphique 1 : hausses des prix alimentaires liées aux conditions météorologiques[7], 1990–2013



Source : GIEC (2014), *« Chapter 7: Food Security and Food Production System », WGII AR5 (contribution du Groupe de travail II au cinquième Rapport d'évaluation du GIEC, chapitre 7 : sécurité alimentaire et système de production alimentaire)*

Légende

Price index: Indice des prix

Australia wheat: Blé - Australie

U.S. maize: Maïs - É.U.

Russia wheat: Maïs - Russie

U.S. wheat; India soy; Australia wheat: Blé – É.U. ; soja – Inde ; Blé – Australie

Argentina maize; soy: Maïs et soja – Argentine

Publication of AR4 report: Publication du rapport AR4

FAO food price index: Indices des prix alimentaires de la FAO

FAO cereal price index: Indices des prix des céréales de la FAO

U.S. crude oil index: Indices des prix du pétrole brut

CRISE EUROPÉENNE DES PRIX DES IMPORTATIONS ÉNERGÉTIQUES ET ALIMENTAIRES

Des prix alimentaires volatils, des prix des énergies fossiles qui montent en flèche, une concurrence accrue et la perturbation de l'approvisionnement sont autant de caractéristiques d'un monde aux ressources limitées, sous pression en raison des changements climatiques. Les filières énergétiques et alimentaires de l'Europe, plus grand importateur de combustibles et de produits alimentaires au monde[8], dépendent de plus en plus d'importations non durables (voir Graphique 2).

Plus de 50 % de l'énergie de l'UE est importée et la Russie représente son premier fournisseur de pétrole et de gaz[9]. L'ampleur de cette dépendance est alarmante ; l'UE est vulnérable en cas de conflits régionaux ou d'impasses. Elle est également plus vulnérable aux chocs des prix des combustibles, qui touchent les personnes pauvres le plus durement. La dépendance de l'UE envers les importations d'énergies fossiles constitue en outre une bombe à retardement pour le climat.

L'année dernière, l'UE a dépensé 400 milliards d'euros en importations d'énergies fossiles[10], soit l'équivalent de 790 euros par habitant[11]. Si l'on ne considère que les importations de pétrole et de gaz de Russie, chaque citoyen de l'UE a versé environ 250 euros en 2013 aux géants russes du pétrole et du gaz[12]. Selon la Commission européenne, le prix des importations de pétrole et de gaz de l'Europe augmentera fortement au cours des prochaines décennies[13]. Même si les gouvernements parviennent à respecter leurs engagements relatifs au climat et à l'énergie pour 2020, et importent par conséquent moins de combustibles, les modèles montrent que la facture globale des importations de l'UE augmentera néanmoins pour atteindre les 500 milliards d'euros en 2030 en raison des hausses des prix des combustibles[14]. Toutefois, un paquet 2030 ambitieux pourrait permettre à l'UE de faire jusqu'à 200 milliards d'euros d'économies par an à l'horizon 2030 sur sa facture d'importations des énergies fossiles. Cela équivaudrait à 400 euros d'économies par habitant en 2030[15].

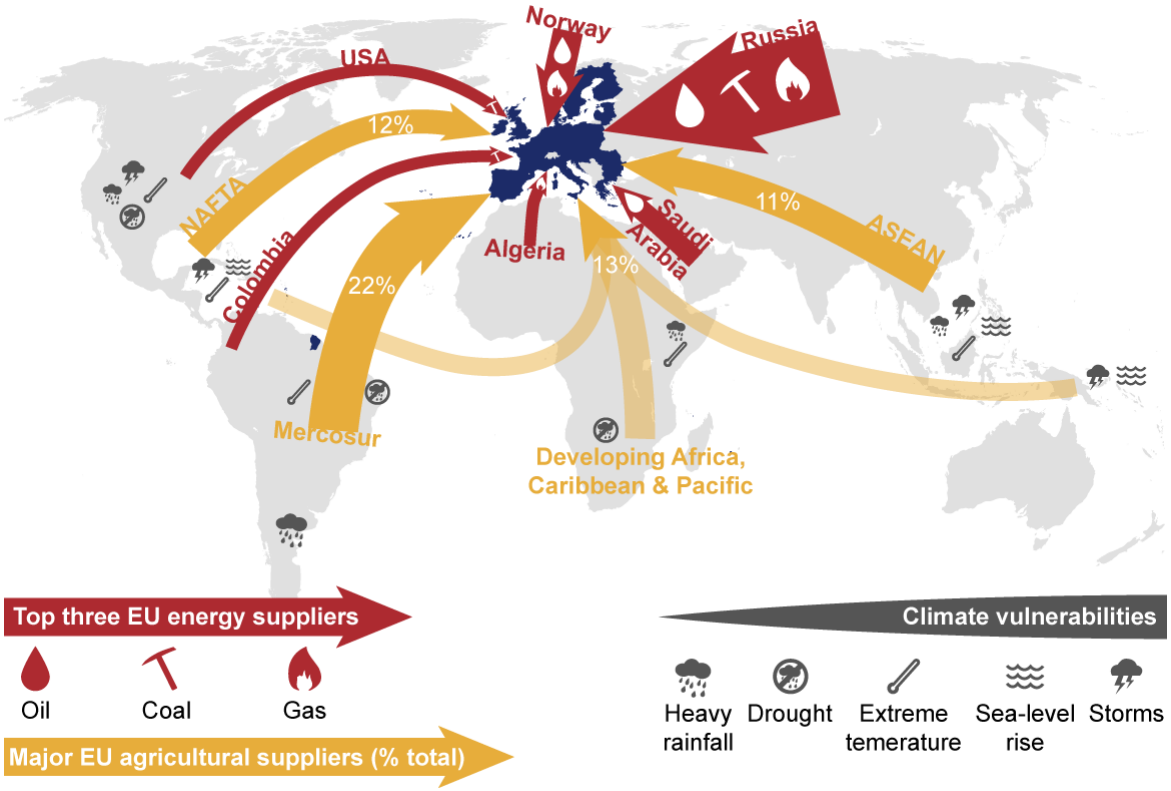
L'année dernière, l'UE a dépensé 400 milliards d'euros en importations d'énergies fossiles, soit l'équivalent de 790 euros par personne. Si l'on ne considère que les importations de pétrole et de gaz de Russie, chaque citoyen de l'UE a versé environ 250 euros en 2013 aux géants russes du pétrole et du gaz.

L'UE est également le plus grand importateur de produits alimentaires au monde et dépend grandement de la production de régions particulièrement vulnérables aux effets du changement climatique. Si rien n'est fait pour enrayer le changement climatique, la facture des importations de produits alimentaires de l'UE, qui se chiffre à environ 100 milliards d'euros par an actuellement[16], devrait également augmenter, de plusieurs milliards d'euros peut-être en 2030, et plus encore au cours des décennies suivantes[17].

Un paquet 2030 ambitieux pourrait permettre à l'UE de faire jusqu'à 200 milliards d'euros d'économies par an à l'horizon 2030 sur sa facture d'importations des énergies fossiles.

Jusqu'à 72 % des importations de l'UE proviennent de pays en développement, qui sont particulièrement vulnérables aux effets du changement climatique. Même les élevages de l'UE sont tributaires de ces importations, car 70 % des aliments pour animaux d'élevage laitier et à viande de l'UE proviennent de pays en développement[18].

Graphique 2 : dépendance de l'UE aux importations de combustibles et de produits alimentaires[19]



Top agricultural imports are: fruits & nuts, soyabeans, animal feed, coffee & tea, fats & oils (including palm oil)

Légende

Les produits agricoles les plus importés sont : les fruits et les fruits à coque, les graines de soja, les aliments pour animaux, le café et le thé, les matières grasses (y compris l'huile de palme)

Top three EU energy suppliers	Trois principaux fournisseurs d'énergie de l'UE
Oil	Pétrole
Coal	Charbon
Gas	Gaz
Major EU agricultural suppliers (%total)	Principaux fournisseurs agricoles de l'UE (% total)

Climate vulnerabilities	Risques associés au climat
Heavy rainfall	Fortes précipitations
Drought	Sécheresse
Extreme temperature	Températures extrêmes
Sea-level rise	Montée du niveau de la mer
Storms	Tempêtes

Encadré 2 : vulnérabilité climatique dans les principales régions exportatrices de produits agricoles

ALENA : la plupart des importations de produits agricoles proviennent des États-Unis, pays particulièrement vulnérable aux conditions météorologiques extrêmes. Des vagues de chaleur, de fortes précipitations et des tempêtes y sont déjà plus fréquentes. Un réchauffement de deux degrés seulement empirerait la situation, et devrait être associé à une montée du niveau de la mer, à de fortes tempêtes, à des sécheresses plus intenses et à des précipitations imprévisibles, ce qui pèsera sur l'agriculture.

MERCOSUR : le Brésil et l'Argentine, principaux fournisseurs de la région, subissent déjà plus souvent des températures extrêmes. Des glissements de terrain et des crues subites sont associés aux fortes précipitations désormais plus fréquentes dans le sud-est, tandis que la hausse des températures et la baisse des précipitations dans le nord-est du Brésil menacent la production alimentaire d'ici 2030. Les prévisions indiquent une augmentation des périodes de sécheresse dans l'ensemble des régions tropicales d'Amérique du Sud d'ici la fin du siècle.

ASEAN : le niveau de la mer devrait s'élever de plus d'un mètre d'ici à la fin du siècle en Asie du Sud-Est. Cette hausse, qui sera accompagnée de fortes tempêtes, de moussons plus intenses, de cyclones tropicaux et de températures extrêmes s'élevant toujours plus rapidement, aura, selon les prévisions, des répercussions désastreuses.

ACP (Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique) : en Afrique subsaharienne, la température moyenne annuelle dépasse déjà les niveaux optimaux pour la culture du blé et commence à affecter les cultures de maïs. Un réchauffement de deux degrés seulement engendre des risques importants pour la production alimentaire au niveau régional. L'aridité devrait s'étendre en raison des changements des températures et des schémas de précipitations, notamment dans le sud de l'Afrique. Les précipitations vont vraisemblablement diminuer dans beaucoup de régions, à l'exception de la Corne de l'Afrique, où les périodes de pluie risquent de s'intensifier, augmentant le risque d'inondations. Les petits États insulaires des Caraïbes et du Pacifique risquent dès à présent et à l'avenir d'être confrontés à des hausses du niveau de la mer, à des cyclones, à des hausses des températures et à des modifications des schémas de précipitations.

Source : Contribution du Groupe de travail II au cinquième Rapport d'évaluation du GIEC, chapitres régionaux 22, 26, 27 et 29, et Banque mondiale (2013), *« Turn down the Heat: climate extremes, regional impacts, and the case for resilience »* (moins de chaleur : conditions météorologiques extrêmes, impacts régionaux et résilience).

Une modélisation de l'Institute of Development Studies montre qu'en 2030 les consommateurs européens pourraient être confrontés à une augmentation des prix du riz, du blé et du maïs de 70 à 110 % par rapport aux cours de 2010. Près d'un tiers à la moitié de cette hausse est imputable aux effets du changement climatique[20]. Outre les hausses des prix des aliments de base prévues sur le long terme, on peut s'attendre à des conséquences au niveau des aliments transformés et à d'autres flambées des prix à court terme dues à des conditions météorologiques graves, comme indiqué dans l'Encadré 2.

Entre la hausse des coûts des énergies fossiles importées et la volatilité des prix des aliments importés, l'Europe risque de se retrouver prise en tenailles. Les prix de l'énergie et des aliments que paient les citoyens de l'UE augmentent beaucoup plus rapidement que les coûts d'autres produits, ce qui contribue à accroître le coût de la vie en Europe[21]. Les tranches les plus pauvres de la population seront en proie aux plus grandes difficultés, car les ménages qui disposent de revenus faibles

consacrent une part beaucoup plus importante de ces revenus à l'alimentation et au chauffage[22]. Alors que l'austérité actuelle complique déjà la vie de nombreux Européens à faibles revenus, le changement climatique vient ajouter un fardeau supplémentaire, qui contraindra peut-être certaines personnes à devoir choisir entre se chauffer et s'alimenter.

Si rien n'est fait pour enrayer le changement climatique, la facture des importations de produits alimentaires de l'UE, qui se chiffre actuellement à environ 100 milliards d'euros par an, pourrait augmenter de plusieurs milliards d'euros d'ici 2030.

La seule façon raisonnable pour l'Europe de ne plus être prise en tenaille est de lutter de manière ambitieuse contre le changement climatique, au niveau local et mondial, en s'affranchissant progressivement de sa dépendance aux coûteuses énergies fossiles importées pour privilégier les énergies durables et renouvelables en Europe.

Encadré 3 : effets du changement climatique sur l'industrie alimentaire en Europe

La multinationale agroalimentaire européenne Unilever perd 300 millions d'euros chaque année à cause d'événements météorologiques extrêmes tels que des tempêtes, des inondations et des températures anormalement basses[23].

La chaîne britannique de supermarchés Asda, qui appartient au géant américain Walmart, estime que 95 % de ses produits frais sont déjà vulnérables aux effets du changement climatique ; parmi les rares produits non affectés par le changement climatique se trouvent les herbes aromatiques[24].

L'EUROPE, À LA CROISÉE DES CHEMINS EN MATIÈRE ÉNERGÉTIQUE

La crise en Ukraine a tiré une sonnette d'alarme pour l'Europe, qui doit réévaluer son bouquet énergétique. Face à la réelle menace d'un approvisionnement énergétique exposé aux aléas politiques, les autorités cherchent de toute urgence des plans de rechange. La sécurité énergétique figure en tête de l'ordre du jour du G7 cette année et le sentiment que le temps presse existe à présent dans les discussions relatives au paquet énergie-climat de l'UE pour 2030.

L'UE se trouve à la croisée des chemins en matière énergétique, et les négociations en cours représentent une occasion précieuse de réorganiser son mix énergétique afin qu'il soit en adéquation avec les objectifs européens de réduction de la pauvreté et de lutte contre les changements climatiques, afin de réduire la dépendance énergétique, de créer plus d'emplois et des emplois plus satisfaisants, et d'améliorer la sécurité alimentaire et la santé. Cependant, les dirigeants de l'UE semblent partagés sur la question de la sécurité énergétique européenne. Deux solutions existent :

1. Une solution conciliable avec le climat :

- diversifier les sources d'énergie pour moins dépendre des énergies fossiles importées et provenant de l'UE ;
- économiser davantage l'énergie et, par la même, réduire la demande ;
- améliorer et accroître la capacité d'approvisionnement en énergies renouvelables.

2. Une solution dépourvue de considérations climatiques :

- diversifier les fournisseurs et les types d'énergies fossiles ;
- exploiter les réserves de gaz de schiste et le charbon au niveau local ;
- importer du gaz naturel liquéfié (GNL) coûteux des États-Unis, des sables bitumineux polluants du Canada ou avoir recours aux bioénergies non durables.

Une solution conciliable avec le climat

Une solution conciliable avec le climat serait un signal d'engagement rapide et radical vers un développement à faible émission de carbone. L'UE et les pays riches doivent en être le fer de lance pour lutter contre le changement climatique et éviter des conséquences potentiellement catastrophiques sur notre capacité à cultiver et à accéder aux aliments.

La solution conciliable avec le climat présente également un bon rapport coût-efficacité. Beaucoup de personnes dépensent encore trop d'argent pour chauffer des logements mal isolés. Des études montrent qu'une amélioration de 40% de l'efficacité énergétique d'ici à 2030 pourrait permettre d'économiser plus de 239 milliards d'euros par an sur les factures énergétiques des ménages et des industries[25]. Cela représenterait une économie moyenne de plus de 300 euros par ménage chaque année[26]. Faire de l'efficacité énergétique une priorité est aussi plus équitable vis-à-vis des personnes dont les moyens sont limités. Des mesures telles que l'isolation des toitures et l'installation de chaudières plus efficaces offrent des avantages réels et immédiats aux ménages à faibles revenus. Actuellement, un ménage à faibles revenus sur quatre n'a pas les moyens de chauffer correctement son logement. Les investissements en énergies renouvelables permettront aussi de réaliser des économies ultérieurement en diminuant la dépendance aux combustibles importés. Les projets européens portant sur les énergies renouvelables (énergie éolienne en mer et terrestre, et énergie solaire, par exemple) ont déjà permis d'économiser un montant équivalent au montant des subventions accordées à l'industrie des énergies fossiles, tout en réduisant les importations de combustibles fossiles[27].

Améliorer l'efficacité énergétique de 40 % d'ici 2030 pourrait permettre de réaliser des économies de plus de 239 milliards d'euros par an sur les factures énergétiques des ménages et des industries en Europe. Cela représenterait une économie moyenne de plus de 300 euros par ménage chaque année.

Les actions en faveur de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables créent également des emplois : la Commission européenne estime qu'un objectif raisonnable de 30 % d'énergies renouvelables, accompagné de mesures favorisant l'efficacité énergétique, créerait 568 000 emplois dans l'UE d'ici à 2030[28].

Une solution dépourvue de considérations climatiques

Une solution dépourvue de considérations climatiques représente une impasse qui ne permettrait en aucun cas d'échapper aux conséquences du changement climatique impossibles à maîtriser. Les deux tiers des réserves de combustibles fossiles répertoriées dans le monde doivent être préservées si l'humanité veut éviter une dangereuse augmentation des températures mondiales de 2 °C[29]. Le GIEC demande à ce que les investissements en énergies fossiles diminuent de dizaines de milliards de dollars par an[30]. Les pays industrialisés doivent montrer l'exemple sans tarder. Selon l'Agence internationale de l'énergie, plus nous attendons, plus le coût sera élevé : chaque année de retard d'investissement dans des sources d'énergies à faible émission de carbone représente un coût à l'échelle mondiale de

300 à 400 milliards d'euros supplémentaires. Cela s'explique notamment par le fait que les nouvelles infrastructures à forte intensité de carbone cesseront d'être utilisées avant la fin de la durée de vie pour laquelle elles auront été conçues[31].

Si elle adoptait une approche dépourvue de considérations climatiques, l'Europe serait tributaire de combustibles fossiles à haute intensité de carbone et les investissements dans des solutions à faible émission de carbone seraient reportés de plus de dix ans. La commercialisation du gaz de schiste dans les quelques États membres qui ont donné leur feu vert à leur exploration n'aura pas lieu avant plusieurs années et pose de nombreux problèmes environnementaux. L'importation de gaz de schiste des États-Unis sous la forme de GNL ne permettrait pas de résoudre les problèmes énergétiques de l'UE, car les coûts de liquéfaction, de regazéification et de transport annihilent toute économie. De plus, beaucoup d'États membres d'Europe de l'Est ne possèdent pas encore d'infrastructures capables de recevoir ce gaz[32]. L'énergie nucléaire présente également de gros inconvénients. Sans même parler des risques en matière de sûreté et des problèmes de traitement des déchets radioactifs, une dépendance accrue à l'énergie nucléaire ne reviendrait qu'à troquer un problème de sécurité énergétique contre un autre, étant donné la nécessité d'importer de l'uranium[33].

Réaffecter des subventions pénalisantes

Des investissements initiaux seront nécessaires pour parvenir à une transition conciliable avec le climat, mais ces investissements procureront beaucoup plus de bienfaits immédiats pour les citoyens comme pour le climat. Des fonds peuvent être débloqués en abandonnant progressivement les subventions en faveur des combustibles fossiles polluants, comme les allégements fiscaux relatifs à l'extraction pétrolière en mer au Royaume-Uni ou le soutien apporté à l'extraction du charbon en Allemagne. Les subventions aux combustibles fossiles ayant des impacts environnementaux et sociaux entravent les avancées vers les objectifs climatiques de l'UE et doivent sans plus attendre être repensées.

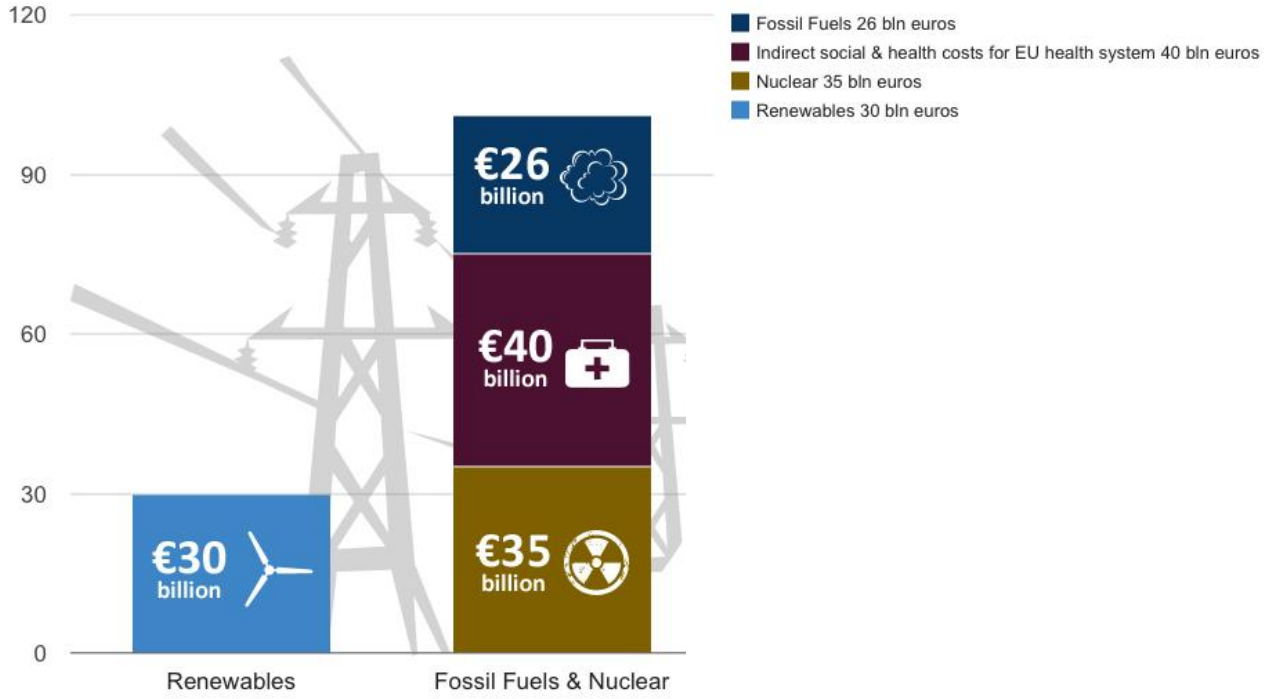
L’ensemble des membres du G20 se sont engagés à mettre progressivement fin aux subventions sur les énergies fossiles d'ici à 2020, tout en apportant un soutien ciblé aux plus pauvres. Le G7 et l'UE peuvent ouvrir la voie lors du sommet sur le climat organisé par le secrétaire général des Nations unies Ban Ki-Moon en septembre 2014. Ils peuvent s'engager à supprimer immédiatement les mesures d'incitation et les subventions ayant des impacts environnementaux et sociaux (en particulier les subventions sur la production), qui soutiennent l'industrie des combustibles fossiles. L’argent ainsi économisé pourra être réaffecté au soutient de la transition européenne vers des solutions à faible émission de carbone. Ils peuvent enfin s’engager à apporter des financements aux pays en développement pour lutter contre le changement climatique.

Encadré 4 : coût des subventions et des externalités

Dans le monde, les subventions au pétrole, au charbon et au gaz dépassent largement les subventions aux énergies renouvelables : pour chaque euro dépensé pour soutenir les énergies renouvelables, six autres euros encouragent le recours aux combustibles à forte intensité de carbone. L'OCDE estime que le G7 a dépensé 37 milliards de dollars (27 milliards d'euros) en subventions portant sur les combustibles fossiles en 2011, les plaçant parmi les pires responsables de la dégradation de l'environnement au sein des pays développés. L'UE a dépensé 26 milliards d'euros en 2011. Cela inclut les subventions versées aux producteurs et les subventions permettant de faire baisser les prix pour les consommateurs. En revanche, cela n'inclut pas les externalités, comme les coûts des systèmes de santé permettant de soigner les maladies causées par la pollution de l'air liée à l'emploi du charbon. Ces « coûts sociaux » représentent un coût supplémentaire de 40 milliards d'euros pour l'UE.

Source : OCDE (2013), *« OECD-IEA Fossil Fuel Subsidies and Other Support »* (Subventions et autres soutiens relatifs aux énergies fossiles, OCDE-AIE), http://www.oecd.org/site/tadffss/, ainsi que les données de la Commission européenne pour les États membres ne faisant pas partie de l'OCDE ; et S. Whitley (2013), *« Time to change the game: Fossil fuel subsidies and climate »* (des changements sont nécessaires : subventions relatives aux énergies fossiles et climat) (ODI), p. 8–9

Graphique 3 : coût total des subventions relatives à l'énergie dans l'UE, en 2011



Source : CAN Europe

Légende

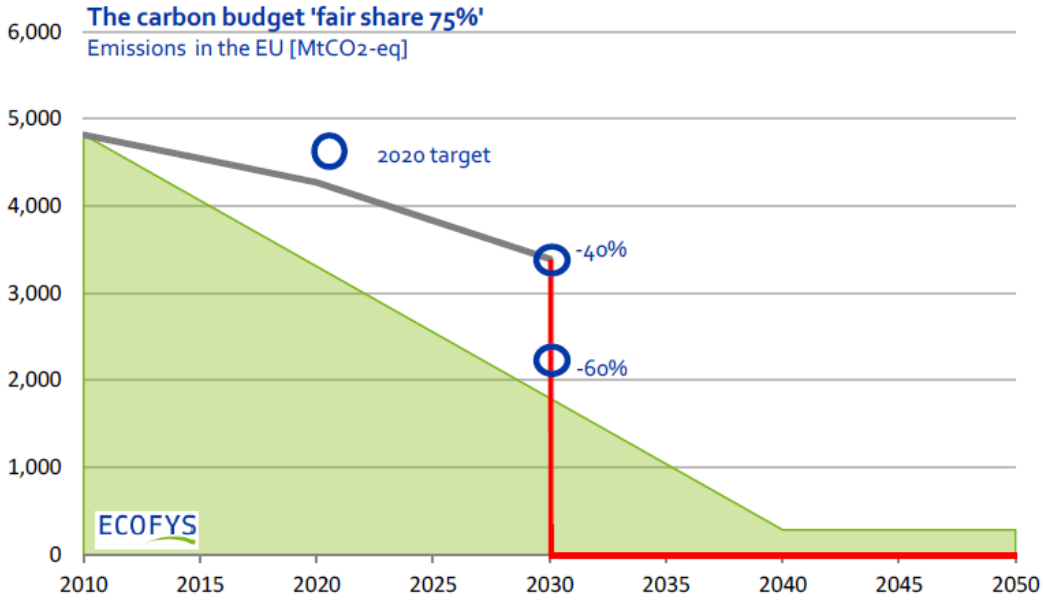
Fossil fuels 26bn euros	Combustibles fossiles 26 Mrd d'euros
Indirect social & health costs for EU health system 40bn euros	Coûts social et sanitaire directs et indirects pour les systèmes de santé de l'UE – 40 Mrd d'euros
Nuclear 35bn euros	Énergie nucléaire – 35 Mrd d'euros
Renewables 30bn euros	Énergies renouvelables 30 Mrd d'euros
Fossil fuels & nuclear	Combustibles fossiles et nucléaires

Certaines subventions à la consommation, comme une taxation moins élevée sur l'énergie pour les ménages, aident à faire baisser le montant des factures, mais il existe des façons plus efficaces et plus directes d'aider les plus pauvres. Des mesures visant à réduire la demande énergétique, l'amélioration de l'isolation des logements, par exemple, permettraient de réduire la consommation, ce qui serait avantageux pour les personnes les plus pauvres et ce qui faciliterait la suppression de ces subventions.

UN PAQUET ÉNERGIE-CLIMAT POUR 2030 GARANTISSANT LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET ÉNERGÉTIQUE

L'UE, dont font partie un grand nombre des pays les plus riches du monde, et qui figure depuis toujours parmi les plus gros émetteurs de gaz à effet de serre, doit s'engager sur une contribution équitable à l'effort global de lutte contre le changement climatique. L'UE doit aller plus loin que les propositions actuelles en tenant compte de sa capacité, de sa responsabilité historique et de sa population.

Graphique 4 : option pour un budget carbone juste pour l'UE (basé sur la population et sur l'hypothèse de 75 % de chances de parvenir à respecter l'objectif des deux degrés)



Source : ECOFYS (2014), *« Assessing the EU 2030 Climate and Energy targets: A Briefing Paper »* (document d'information sur l'évaluation des objectifs de l'UE pour 2030 en matière de climat et d'énergie)

Légende

The carbon budget "fair share 75%"	Part juste de 75 % du budget carbone
Emissions in the EU [MtCo2-eq]	Émissions dans l'UE (en Mt eqCO2)
2020 target	Objectif 2020

La zone verte dans le Graphique 4 illustre ce que représenterait une juste part de l'UE dans le budget carbone global si elle correspondait uniquement à la contribution de l'UE par rapport à la population mondiale (c'est-à-dire sans tenir compte des questions de capacités ou d'émissions historiques), en supposant que l'effort requis nécessaire pour obtenir 75 % de chances d'atteindre l'objectif des deux degrés ait été respecté. Cela nécessiterait des réductions d'émissions de plus de 60 % en 2030. En appliquant le modèle proposé par la Commission européenne, consistant à réduire les émissions de 40 %, l'UE aura dilapidé l'ensemble de son budget carbone en 2030.

Un objectif ambitieux permettant de maintenir le réchauffement climatique en deçà de deux degrés au moins, comme convenu au niveau international (avec une limite du réchauffement global de 1,5 °C toujours envisageable)[34] contribuera à donner une impulsion au niveau mondial en vue de réduire les émissions et donnera lieu à des engagements similaires dans le reste du monde. Si l'UE ne montre pas l'exemple concernant les problèmes climatiques, personne d'autre ne le fera : les États-Unis doivent sortir de l'impasse de leur système politique tandis que d'autres pays riches comme l'Australie, le Japon et le Canada ont récemment fait machine arrière concernant leurs engagements.

L'année dernière, la Chine a pour la première fois investi plus que l'Europe dans les énergies renouvelables[35]. Plutôt que de revoir ses objectifs à la baisse après 2020, l'Europe doit considérer sa transition vers une économie favorisant les faibles émissions de carbone comme une course à gagner. Elle doit également montrer qu'elle a tout intérêt à s'orienter vers une telle économie. Les dirigeants de l'UE doivent :

1. S'engager en faveur d'un objectif d'efficacité énergétique contraignant à hauteur de 40 % minimum

Lors du sommet européen de mars, les chefs d'État ont reconnu que l'amélioration de l'efficacité énergétique devait représenter le premier effort à fournir en vue de réduire la dépendance de l'Europe aux énergies fossiles. Il est à présent temps que ces déclarations soient accompagnées d'actions : les dirigeants de l'UE doivent définir un objectif contraignant de réduction de la consommation d'énergie d'au moins 40 %, qui représente le potentiel le plus rentable qui soit.[36] Accorder la priorité aux économies d'énergie est également le meilleur moyen de faciliter le passage aux énergies propres pour les personnes les plus pauvres de l'UE.

Il a été prouvé que les ménages et les entreprises n'agissent pas d'eux-mêmes pour tenter de réduire leur consommation d'énergie (même si cela est économiquement avantageux) en raison d'obstacles initiaux à l'investissement nécessaire. Par exemple, rien n'incite les propriétaires de logement à payer des travaux d'isolation de toitures, car ce ne sont pas eux, mais les locataires qui bénéficieraient de factures de chauffage moins élevées. Par ailleurs, les banques n'accordent pas assez facilement de prêts en vue d'améliorer l'efficacité énergétique. Par conséquent, l'UE doit prendre des engagements politiques sans équivoque pour que la problématique des économies d'énergie soit prise au sérieux, en définissant un objectif contraignant afin que les gouvernements prennent des mesures d'incitation financière et politique pour supprimer les obstacles et ne plus entraver les économies potentielles.

2. Faire passer à 45 % la part d'énergies renouvelables

Les dirigeants de l'UE doivent accroître l'objectif relatif aux énergies renouvelables pour que cette part représente 45 % du mix énergétique, en veillant à ce que des garanties adéquates soient mises en place pour éviter l'utilisation de bioénergies non durables. Il est essentiel d'exclure du paquet 2030 les sous-objectifs spécifiques en matière d'énergies renouvelables dans le secteur des transports et Oxfam accueille favorablement la proposition de la Commission consistant à ne pas définir un tel sous-objectif après 2020.

L'objectif actuel de 27 % d'énergies renouvelables est à peine plus ambitieux que la prévision de ce qui sera obtenu de toute manière. La Commission européenne pense que les énergies renouvelables représenteront 24,4 % du mix énergétique en 2030 en appliquant les politiques actuelles[37]. Augmenter de quelques points seulement cet objectif ne constitue pas un signal politique assez fort vis-à-vis des investisseurs, dont la confiance a déjà été récemment fragilisée par les signes mitigés qu'ont envoyé certains États membres concernant leur engagement en faveur des énergies renouvelables[38]. Un objectif plus élevé, et juridiquement contraignant, est nécessaire pour redonner confiance aux investisseurs à long terme et rendre les investissements moins coûteux en en réduisant les risques.

L'expérience a démontré l'efficacité des objectifs contraignants. Les États membres qui n'avaient pratiquement pas d'énergies renouvelables il y a sept ans, comme le Royaume-Uni, la Belgique et les Pays-Bas, n'auraient jamais atteint les niveaux d'aujourd'hui si les objectifs actuels en matière d'énergies renouvelables pour 2020 n'avaient pas été contraignants au niveau national[39].

Toutefois, un objectif contraignant de 45 % d'énergies renouvelables pour 2030 doit être accompagné de garanties afin d'éviter le recours aux agrocarburants de première génération (basés sur des cultures alimentaires et des cultures spécifiquement énergétiques), et l'utilisation non durable de la biomasse[40]. Ces garanties doivent :

- tenir compte de l'intégralité des émissions de gaz à effet de serre, pour vérifier que les bioénergies émettent réellement moins de gaz à effet de serre que les énergies fossiles qu'elles remplacent ;
- introduire des critères de durabilité sociale et environnementale ;
- envisager de plafonner le recours à la biomasse et définir un niveau qui reflète globalement la capacité d'approvisionnement durable.

3. Accroître l'objectif de réduction des gaz à effet de serre pour le faire passer à 55 % au minimum

Un objectif consistant à réduire d'au moins 55 % les émissions, soutenu par un nouveau régime d'échange de droits d'émission, permettrait à l'UE d'atteindre son potentiel rentable d'efficacité énergétique et de profiter des avantages que procureraient une part accrue d'énergies renouvelables. L'objectif actuel de 40 % risque d'entraver les initiatives en la matière. Cet objectif ne rend pas justice à l'Europe et ne répond pas aux attentes mondiales.

Dans le cadre de la Conférence des Nations unies sur le changement climatique, qui se tiendra à Paris en 2015, il sera nécessaire de réévaluer l'ensemble des engagements des pays en ce qui concerne les réductions d'émissions pour vérifier qu'ils sont appropriés et équitables. L'UE doit dès à présent, en 2014, communiquer

sa volonté d'atteindre des objectifs plus élevés. Pour s'y préparer et faire preuve d'une plus grande ambition dans le cadre d'un accord international , la Commission doit mener une évaluation des effets en étudiant des scénarios portant sur des pourcentages plus élevés que ceux étudiés jusqu'à présent[41]. Les compensations internationales négociées dans le cadre de l'accord mondial ne doivent représenter qu'une petite partie d'une proposition plus ambitieuse, et doivent s'avérer avantageuses pour les pays en développement et entrainer de réelles réductions des émissions.

4. Compléter les promesses d'atténuation par une offre financière conséquente dédiée au climat

Pour Oxfam, lors des négociations internationales de Paris en 2015, l'UE devrait proposer de s'engager de façon inconditionnelle à atténuer au moins 55 % des émissions au niveau domestique, tout en apportant un soutien financier aux actions en faveur du climat dans les pays en développement, en particulier dans les pays les plus pauvres, après 2020.

L'aide financière apportée aux pays en développement pour mettre en place des politiques de développement à faible émission de carbone et de s'adapter aux effets du changement climatique constitue une part essentielle de la juste contribution de l'UE à l'effort climatique requis. Lors des négociations internationales, l'UE doit présenter une vision audacieuse des sommes à mettre en jeu en matière climatique à compter de 2020. Sans une hausse conséquente des financements publics et privés, la transition nécessaire ne pourra s'accomplir et l'objectif des 2 °C ne pourra être atteint.

Il reste beaucoup à faire à court terme pour tenir les promesses existantes. Les pays membres de l'UE restent vague sur la manière dont ils pensent transposer à une plus grande échelle les budgets publics dédiés aux problèmes climatiques d'ici à 2020 pour fournir chaque année leur part des 100 milliards de dollars promis à Copenhague. L'incertitude relative aux financements climat est une source de préoccupation majeure pour les pays en développement et met en péril les avancées relatives à un accord mondial.

Par conséquent, l'UE doit préparer une feuille de route précise concernant la révision à la hausse des financements climat d'ici à 2020. Elle doit inclure des objectifs intermédiaires et préciser les contributions pour 2014/2015 ; veiller à ce que les financements ne repassent pas sous les niveaux des financements précoces ; et préciser la manière dont l'argent sera fourni, en associant contributions budgétaires et nouvelles sources de financements publics, comme la mise aux enchères des quotas dans le système d'échange de quotas d'émission de l'UE ou les taxes sur les transactions financières.

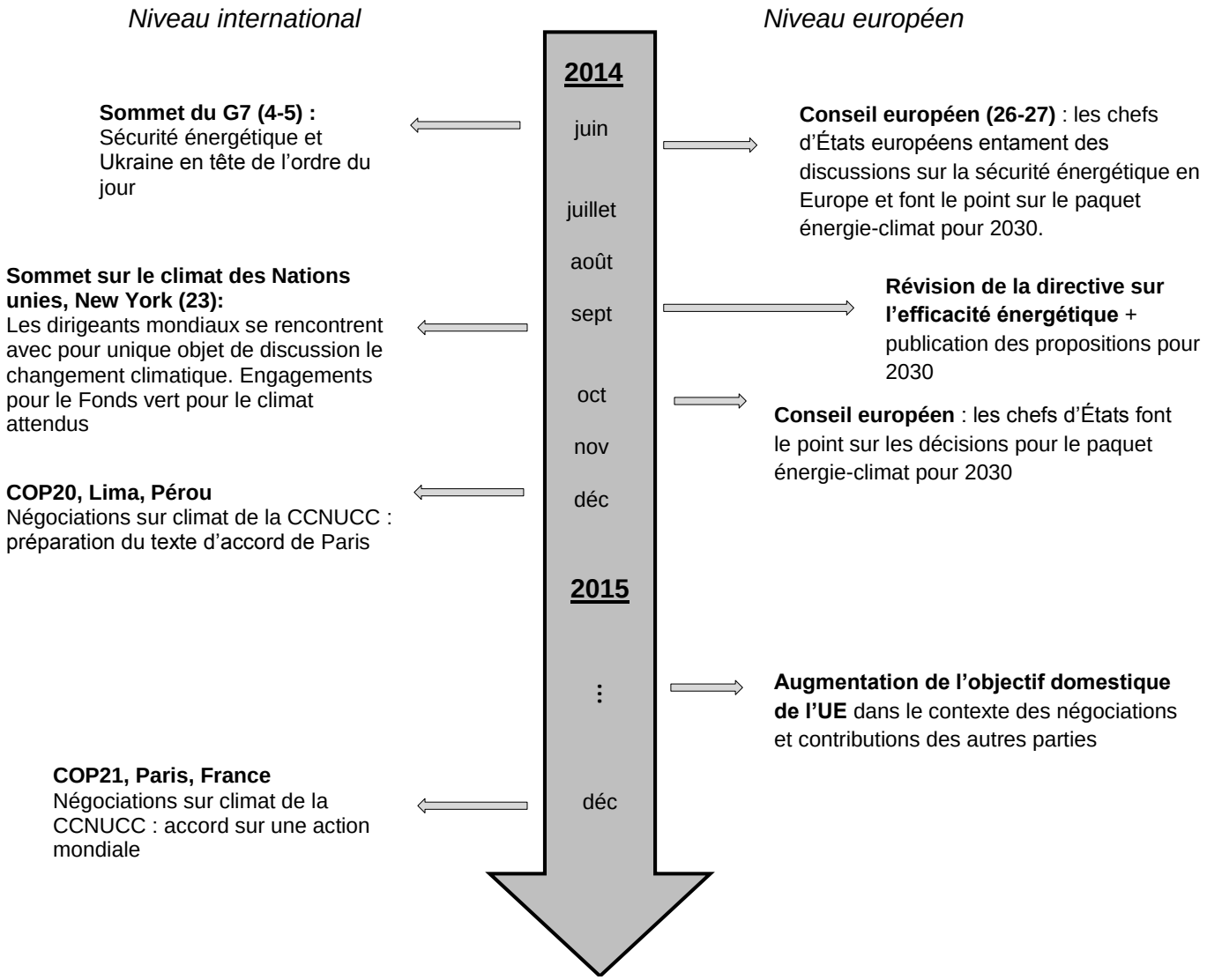
Lors du sommet sur le climat de Ban Ki-Moon en septembre 2014, l'annonce par l'UE d'un engagement financier ambitieux en faveur du Fonds vert pour le climat constituerait un pas immédiat dans la bonne direction. Cet engagement financier doit correspondre à la part de l'UE des 10 à 15 milliards de dollars requis pour sa capitalisation initiale.

CONCLUSION

Le changement climatique constitue un fardeau supplémentaire pour les hommes, les femmes et les enfants qui souffrent déjà de la pauvreté et de la faim dans les pays en développement. Ce changement climatique menace également les ménages à faibles revenus des pays développés, qui risquent de devoir payer des factures d'énergie plus élevées et de voir les prix des aliments importés grimper.

Les objectifs définis dans le paquet énergie-climat de l'UE pour 2030 sont essentiels pour l'Europe mais aussi pour le reste du monde. La crise ukrainienne a rappelé la nécessité de réformer les systèmes énergétiques européens. Les dirigeants de l'UE doivent réagir de façon audacieuse et clairvoyante.

Graphique 5 : étapes clés à venir



ANNEXE 1 : répartition du mix énergétique des pays de l'UE et du G7

Pays	Combustibles fossiles				Nucléaire	Énergies renouvelables			Consommation totale d'énergie*
	Charbon/tourbe	Pétrole	Gaz naturel	Total des combustiles fossiles		Énergie hydraulique, géothermique, solaire et éolienne	Biocarburants et déchets	Total des énergies renouvelables	
Autriche	10.70%	35.50%	24%	70%	0%	10.50%	19.50%	30.00%	33 019 ktep
Belgique	4,90%	38,40%	25,70%	69,00%	21,40%	1%	9%	9,70%	59 094 ktep
Bulgarie	40,20%	18,40%	13,10%	71,70%	21,20%	2,20%	4.90%	7,10%	252 Mtep
Canada	7,70%	32,10%	32,80%	72,60%	9,60%	13,10%	4.80%	17,90%	43 429 ktep
Croatie	9.00%	46.50%	33.00%	88.50%	0%	5.40%	6.10%	11.50%	17 997 ktep
Chypre	0.30%	94.60%	0%	95%	0%	3%	2%	5.10%	5 603 ktep
Rép. tchèque	40,80%	19,40%	16,10%	76,30%	16,50%	1,00%	6.30%	7,30%	34 749 ktep
Danemark	18,10%	36,50%	20,80%	75,40%	0	0,049	19.80%	24,70%	253 Mtep
Estonie	68.90%	8.60%	8.50%	86.00%	0%	1%	13.50%	14.00%	312 Mtep
UE des 27	17.30%	33.10%	24.30%	74.70%	14.30%	3.30%	7.80%	11.10%	26 723 ktep
Finlande	17,00%	27,30%	10,00%	54,30%	18,00%	3,60%	24.10%	27,70%	24 964 ktep
France	4,00%	29,30%	14,40%	47,70%	44,70%	2,10%	5.50%	7,60%	13 216 ktep
Allemagne	24,80%	32,70%	22,30%	79,80%	9,00%	2,70%	8.50%	11,20%	167 Mtep
Grèce	29.80%	47%	15%	92%	0%	3.40%	4.80%	8.20%	4171 ktep
Hongrie	11,30%	25,40%	38,30%	75,00%	16,80%	0,80%	7.40%	8,20%	77419 ktep
Irlande	15,40%	47,00%	31,20%	93,60%	0%	3,40%	2.90%	6,30%	101 Mtep
Italie	9,70%	38,40%	39%	87%	0,00%	6,60%	6.20%	12,80%	23 084 ktep
Japon	23.30%	44.70%	21.70%	89.70%	21.70%	2.40%	2.30%	4.70%	17349 ktep
Lettonie	2.80%	32.30%	30.20%	65.30%	0%	5.90%	28.70%	34.60%	7249 ktep
Lituanie	3,60%	36,50%	40,50%	80,60%	0%	4,90%	14.50%	19,40%	126 Mtep
Luxembourg	1.50%	67.20%	27.30%	96.00%	0%	0.30%	3.70%	4.00%	49045 ktep
Malte		94.50%		95%		0.002	5.30%	5.50%	188 Mtep
Pays-Bas	9,80%	38,90%	44,60%	93,30%	1,40%	1%	4.70%	5,30%	2191 Mtep
Pologne	53,70%	25,10%	12,60%	91,40%	0%	0,50%	8.10%	8,60%	19216 ktep
Portugal	9,70%	47,60%	19,50%	76,80%	0%	9,00%	14.10%	23,10%	8439 ktep
Slovaquie	21,40%	20,50%	26,80%	68,70%	23,50%	2,20%	5.60%	7,80%	2 368 ktep
Slovénie	19,90%	34,80%	10%	65%	22,00%	4,90%	8.40%	13,30%	4371 ktep
Espagne	9,90%	43,50%	23,00%	76,40%	11,90%	6,10%	5.70%	11,80%	7287 ktep
Suède	5%	27,70%	2,30%	35,00%	31,70%	13,10%	20.20%	33,30%	857 ktep
Royaume-Uni	16,30%	32,30%	37,40%	86,00%	9,60%	1,10%	3.30%	4,40%	461 Mtep
États-Unis	21.90%	35.90%	26.00%	83.80%	9.80%	2.30%	4.20%	6.50%	1654 Mtep

NOTES

Les liens ont été vérifiés en mai 2014, sauf indication contraire.

1 Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) des Nations unies (2014), *« Climate Change 2014: Impacts, Adaptation, and Vulnerability »*, Contribution du Groupe de travail II au cinquième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), http://www.ipcc-wg2.gov/AR5/

2 Ibid

3 Oxfam (2014a), « Faim et réchauffement climatique, même combat. Comment empêcher le changement climatique d'enrayer la lutte contre la faim », Note d'Oxfam à l'attention des médias, http://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/mb-hot-hungry-food-climate-change-250314-fr_0.pdf

4 Cinquante quatre millions de personnes vivent dans des conditions de précarité énergétique en Europe (c'est-à-dire qu'elles dépensent plus de 10 % de leurs revenus pour payer leurs factures d'énergie). Eurostat (2012), « Statistiques européennes sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC) », http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/income_social_inclusion_living_conditions/introduction

5 Ibid

6 La hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, qui représentent deux des dépenses principales des ménages dans l'UE, accroît la pression sur les budgets des ménages, en particulier chez les revenus les plus faibles. En 2011, les ménages de l'UE-27 ont consacré environ 17 % de l'ensemble de leurs dépenses à l'alimentation et à l'énergie (hors transport), ce pourcentage dépassant les 20 % dans les États membres du sud et de l'est. http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_OFFPUB/KS-SF-13-002/EN/KS-SF-13-002-EN.PDF

7 L'indice FAO des prix des produits alimentaires mesure les cours internationaux d'un panier pondéré de denrées alimentaires comprenant de la viande, des produits laitiers, du sucre, de l'huile végétale et des céréales. FAO (2014), « Situation alimentaire mondiale », http://www.fao.org/worldfoodsituation/foodpricesindex/en/

8 Commission européenne (2013), *« Agricultural trade in 2012: A good story to tell in a difficult year? »*, http://ec.europa.eu/agriculture/trade-analysis/map/2013-1_en.pdf and http://europa.eu/pol/ener/index_fr.htm

9 Commission européenne (2014a), « Énergie : Observatoire du marché & Statistiques, Chiffres relatifs à l'énergie par pays », http://ec.europa.eu/energy/observatory/countries/countries_en.htm

10 Commission européenne (2014), *« Staff Working Document, In-depth Study of European Energy Security »*, http://ec.europa.eu/energy/doc/20140528_energy_security_study.pdf. La biomasse ne représentait qu'un faible pourcentage de ces énergies.

11 Le dernier chiffre Eurostat relatif à la population de l'UE est 506 millions : Eurostat (2014), *« Population on 1 January »*, http://epp.eurostat.ec.europa.eu/tgm/table.do?tab=table&language=en&pcode=tps00001&tableSelection=1&footnotes=yes&labeling=labels&plugin=1

12 En 2013, le total des importations de pétrole de Russie s'est élevé à 122 milliards de dollars. Commission européenne (2014b), « Énergie : Observatoire du marché & Statistiques, Importations de pétrole brut dans l'UE », http://ec.europa.eu/energy/observatory/oil/import_export_en.htm. En utilisant le taux de change de 2013 de la Réserve fédérale américaine et en chiffrant la population de l'UE à 506 millions d'habitants, cela représente environ 182 euros par tête. Le total des importations de gaz de Russie a représenté 41 % de la facture globale des importations de 2013, d'un montant de 87 milliards d'euros. Commission européenne, *« Staff Working Document, In-depth Study of European Energy Security »*, http://ec.europa.eu/energy/doc/20140528_energy_security_study.pdf. Cela représente environ 70 euros par personne. Total = 252 euros par personne pour l'année 2013.

13 Les prix des importations de gaz augmenteront de 68 % et ceux des importations de pétrole de 45 % entre 2010 et 2025. P. Capros, A. De Vita, N. Tasios, D. Papadopooulos, P. Siskos, E. Apostolaki, M. Zampara, L. Paroussos, K. Fragiadakis, N. Kouvaritakis, L. Höglund-Isaksson, W. Winiwarter, P. Purohit, H. Böttcher, S. Frank, P. Havlík, M. Gusti et H.P. Witzke (2013), *« EU Energy, Transport and GHG Emissions Trends to 2050: Reference Scenario 2013 »*, http://ec.europa.eu/transport/media/publications/doc/trends-to-2050-update-2013.pdf, p. 17 ; Commission européenne (2014c), *« Energy prices and costs report »*, *Commission staff working document*, http://ec.europa.eu/energy/doc/2030/20140122_swd_prices.pdf, p. 210.

14 P. Capros et al (2013) op. cit., p. 50

15 D'après les recherches d'Ecofys, 200 milliards d'euros pourraient être économisés chaque année d'ici 2030 en respectant des objectifs de 45 % d'énergies renouvelables et 40 % d'efficacité énergétique, ce qui se solderait par une réduction d'environ 60 % des émissions de gaz à effet de serre. Cela équivaut à une économie de 396 euros par personne, sur la base du chiffre correspondant actuellement à la population de l'UE, ou de 386 euros par personne si l'on se base sur les prévisions d'Eurostat pour 2030. R. de Vos, P. van Breevoort, N. Höhne, T. Winkel and C. Sachweh (2014), *« Assessing the EU 2030 Climate and Energy targets: A Briefing Paper »*, Ecofys, http://www.ecofys.com/files/files/ecofys-2014-assessing-the-eu-2030-targets.pdf, p13

16 Commission européenne (2014d), *« EU28 Agricultural Trade With: »* [sic], http://ec.europa.eu/agriculture/trade-analysis/statistics/outside-eu/extra-eu28-factsheet_en.pdf ; Commission européenne (2014e), *« Agriculture and Rural Development: Agricultural trade statistics 2004–2013 »*, http://ec.europa.eu/agriculture/statistics/trade/2013/index_en.htm

17 Cette estimation repose sur un modèle de l'IDS (Institute for Development Studies) qui prévoit des importations nettes de l'UE de trois cultures de référence (blé, maïs et riz) de l'ordre de trois milliards de dollars en 2030 et des hausses des prix sur les marchés mondiaux résultant du changement climatique de l'ordre de 50 % en 2030. Étant donné la dépendance de l'UE envers des fournisseurs vulnérables au changement climatique, il est raisonnable de penser que la facture annuelle des importations de denrées alimentaires de l'UE sera plus élevée de plusieurs milliards d'euros chaque année d'ici 2030 en raison des effets du changement climatique. Voir : D. Willenbockel

(2011), *« Exploring food price scenarios towards 2030 with a global multi-region model », Oxfam Research Report*, http://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/rr-exploring-food-price-scenarios-010611-en.pdf

18 R. Maynard (2008), *« An inconvenient truth about food – Neither secure nor resilient »*, Soil Association, http://www.soilassociation.org/LinkClick.aspx?fileticket=EttWlupviYA%3D&tabid=387

19 Les chiffres relatifs aux principaux fournisseurs d'énergies de l'UE sont issus de : http://ec.europa.eu/energy/doc/20140528_energy_security_study.pdf (chiffres pour l'année 2013). Les chiffres relatifs aux principaux fournisseurs de produits agricoles de l'UE sont issus de : http://ec.europa.eu/agriculture/statistics/agricultural/2012/pdf/c7-1-37_en.pdf (chiffres pour l'année 2011).

20 Ces prévisions reposent sur un modèle de l'Institute for Development Studies de : D. Willenbockel (2011) op. cit. La région « européenne » utilisée dans le cadre de ce modèle est plus vaste que l'UE.

21 Analyse effectuée par Oxfam du taux annuel de changement des indices des prix à la consommation harmonisés pour « l'énergie et les aliments non traités » et pour « l'indice global à l'exclusion d'énergie et aliments non traités », voir http://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/show.do

22 La hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, qui représentent deux des dépenses principales des ménages dans l'UE, grève davantage les budgets des ménages, en particulier ceux des revenus les plus faibles. En 2011, les ménages de l'UE-27 ont consacré environ 17 % de l'ensemble de leurs dépenses à l'alimentation et à l'énergie (hors transport), ce pourcentage dépassant les 20 % dans les États membres du sud et de l'est. http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_OFFPUB/KS-SF-13-002/EN/KS-SF-13-002-EN.PDF

23 S. Yeo (2014), *« Climate action is „only way" to grow economy – Unilever CEO », Responding to Climate Change,* http://www.rtcc.org/2014/04/08/climate-action-is-only-way-to-grow-economy-unilever-ceo/

24 Oxfam 2014a, op. cit.

25 T. Boβmann, W. Eichhammer et R. Elsland (2012), *« Concrete Paths of the European Union to the 2ºC Scenario: Achieving the Climate Protection Targets of the EU by 2050 through Structural Change, Energy Savings and Energy Efficiency Technologies »*, Fraunhofer Institute for Systems and Innovation Research ISI, http://www.isi.fraunhofer.de/isi-media/docs/e/de/publikationen/Begleitbericht_Contribution-to-climate-protection_final.pdf, p. 202

26 Ibid. Selon l'Institut Fraunhofer, les ménages économiseraient à eux seuls 68 milliards d'euros par an. En divisant ce chiffre par les 214 millions de ménages de l'UE, on obtient une économie de 318 euros par ménage et par an en 2030. Remarque : cette estimation repose sur le nombre actuel de ménages fourni par Eurostat, et non sur le chiffre prévu pour 2030.

27 Commision européenne (2014f), *« Energy Economic Developments in Europe »*, http://ec.europa.eu/economy_finance/publications/european_economy/2014/pdf/ee1_en.pdf, p. 117

28 *European Commission 2030 package Impact Assessment* http://ec.europa.eu/clima/policies/2030/docs/swd_2014_xxx_en.pdf

29 Soixante-cinq pour cent des réserves actuellement répertoriées doivent ne pas être exploitées pour conserver 50 % de chances de rester sous le seuil des deux degrés. Carbon Tracker (2014), *« Wasted capital »,* http://www.carbontracker.org/wastedcapital

30 Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) (2014), *« Climate Change 2014: Mitigation of Climate Change »*, Contribution du Groupe de travail III au cinquième Rapport d'évaluation. Figure SPM.9 : http://mitigation2014.org/report/spm-graphics

31 Oxfam (2014b), « Oxfam et le changement climatique », http://www.oxfam.org/fr/cultivons/campaigns/oxfam-changement-climatique

32 Les États membres situés près de la frontière russe n'ont pas actuellement la capacité ni les infrastructures nécessaires pour gérer des importations plus importantes de gaz naturel liquéfié (GNL). H. Gloystein (2014), *« EU gas imports from Russia could drop a quarter by 2020 »,* Reuters, 9 avril, http://www.reuters.com/article/2014/04/09/us-ukraine-crisis-gas-idUSBREA3818J20140409

33 La Russie est le principal fournisseur d'uranium de l'UE et les relations avec ce pays sont actuellement tendues. Commission européenne (2013), *« Natural uranium contracts concluded by, or notified to ESA, 2000 – 2012 »*, http://ec.europa.eu/euratom/docs/Nat_u_Contracts.xls

34 L'accord politique consiste à limiter le réchauffement climatique à deux degrés maximum, mais Oxfam mène campagne en faveur d'un seuil abaissé à 1,5 ºC, pour maintenir les États insulaires au dessus du niveau de la mer et limiter les effets dangereux du changement climatique dans les pays en développement.

35 Agence internationale de l'énergie (2014), *« Tracking Clean Energy Progress 2014: Energy Technology Perspectives 2014 Excerpt IEA Input to the Clean Energy Ministerial »*, http://www.iea.org/publications/freepublications/publication/Tracking_clean_energy_progress_2014.pdf

36 Fraunhofer (2012), Fraunhofer a estimé que 33 % des économies d'énergie (par rapport à une prévision de référence légèrement différente en 2009) pouvaient être mises en œuvre sans générer de coûts ou à un coût négatif. Les économies obtenues grâce à ces mesures pourraient servir à développer des solutions d'efficacité énergétique supplémentaires, qui pourraient représenter un potentiel coût-efficacité de 41 % d'un point de vue systémique.

37 En maintenant les conditions actuelles, les prévisions tablent sur une part d'énergies renouvelables équivalente à 24,4 % en 2030. *European Commission 2030 package Impact Assessment,* p. 39

38 L'incertitude politique a expliqué en partie la chute des investissements en matière d'énergies renouvelables en Europe l'année dernière. Agence internationale de l'énergie (2014)

39 Eurostat (n.d.) *« File:T RENEWABLES RES 2012.png »,* http://epp.eurostat.ec.europa.eu/statistics_explained/index.php/File:T_RENEWABLES_RES_2012.png

40 Sans parler de la réforme plus que nécessaire du paquet 2030, nous ne pouvons attendre 2020 pour inverser des politiques inappropriées : Oxfam demande de mettre un terme immédiatement à la politique de soutien aux agrocarburants de l'UE. Les gouvernements et les députés européens doivent instaurer un plafond concernant les agrocarburants de première génération dans la révision actuelle de la directive sur les énergies renouvelables et interdire le financement public des combustibles émettant des gaz à effet de serre qui ne sont pas plus favorables ou qui sont même parfois pires que les combustibles fossiles qu'ils remplacent. Les prix alimentaires mondiaux continueront d'augmenter à mesure que nous attendrons. D'ici 2020, les politiques de l'UE à elles seules pourraient donner lieu à des hausses des cours mondiaux pouvant aller jusqu'à 36 % pour l'huile végétale, 22 % pour le maïs, 21 % pour le sucre et 13 % pour le blé. IEEP (2012), *« EU Biofuel Use and agricultural Commodity Prices »*

41 L'objectif le plus élevé en matière de réduction des émissions évaluée par la Commission européenne dans le cadre de l'étude des impacts du paquet de la Commission européenne pour 2030 est de 45 %.

© Oxfam International juin 2014

Ce document a été rédigé par Kiri Hanks et Lies Craeynest. Oxfam remercie Hannah Stoddart, Timothy Gore et Aislinn McCauley pour leur assistance dans sa réalisation. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter advocacy@oxfaminternational.org

Ce document est soumis aux droits d'auteur mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : policyandpractice@oxfam.org.uk.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-78077-647-7 en juin 2014.
Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 17 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans plus de 90 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org. Courriel : advocacy@oxfaminternational.org

.